

La rupture franco-russe de 1812. Chronique d'une guerre annoncée
(Article de KERAUTRET Michel)

Informations

La bombe à retardement de Tilsit
L'empereur Alexandre et l'alliance
Le temps des doutes
Le constat des désaccords : Pologne et blocus
Le compte à rebours
L'entrée en guerre

La guerre qui s'engage le 24 juin 1812, lorsque la Grande armée commence à franchir le Niémen pour entrer sur le territoire de l'empire russe, n'a rien d'une improvisation. Cela faisait des mois que les deux protagonistes, Napoléon et Alexandre, la préparaient de la façon la plus concrète, et plus de deux ans qu'ils la tenaient à peu près pour inévitable. Comme s'ils se résignaient l'un et l'autre à une sorte de fatalité, sur laquelle les volontés humaines n'auraient pas eu de prise. Leurs caractères les portaient à céder à cette nécessité : Alexandre avait une forte propension au mysticisme ; quant à Napoléon, il aimait à dire que la politique était la forme moderne de la tragédie.

L'historien s'efforce de trouver des explications plus rationnelles au processus qui conduit à la guerre (1). In fine, les acteurs paraissent pourtant, à l'instar des personnages de la tragédie grecque, contraints par une espèce de ressort irrésistible, une machine infernale, dirait Cocteau, qui déroule inexorablement ses effets sans qu'ils puissent faire autre chose que crier leur colère à la face des dieux, ou protester de leur bonne foi à l'adresse du public. Cette mécanique fatale, c'est celle qu'ils ont mise en place eux-mêmes cinq ans plus tôt, en signant le traité de Tilsit.

La bombe à retardement de Tilsit

Napoléon, ayant remporté une victoire décisive à Friedland le 14 juin 1807, mais lassé d'une guerre interminable, avait sans doute cédé trop facilement aux sirènes de son imagination aux dépens du principe de réalité. La rencontre avec le tsar Alexandre sur le radeau forma certes « un brillant épisode pour le poème de sa vie », ainsi que persifle Talleyrand dans ses Mémoires. Mais on peut s'interroger sur la sagesse du renversement diplomatique que l'empereur opère alors (2). Non seulement il jette aux orties, en un instant, les deux alliances anti-russes patiemment construites au cours des mois précédents, avec la Turquie et la Perse, mais il signe avec Alexandre, le 7 juillet, un traité qui ne ressemble guère à ceux qu'il accordait d'ordinaire à ses ennemis vaincus. Alors que la frontière de l'empire russe était atteinte, et qu'aucune armée n'était plus en mesure de la défendre, le vainqueur n'enlève au vaincu aucun territoire et n'exige même pas d'indemnité de guerre. Mieux, la Russie s'agrandit en Pologne aux dépens de la Prusse (district de Bialystok). Elle n'abandonne en tout et pour tout que son protectorat

hasardeux sur les îles Ioniennes. De nombreux témoignages attestent que ce résultat parut miraculeux aux Russes présents à l'armée, à commencer par le tsar lui-même : « Dieu nous a sauvés », « Dieu a veillé sur la Russie ». (3)

Il faut ajouter à cela que Napoléon renonce, « par égard pour Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies » (4), à détrôner entièrement le roi de Prusse, ou à tout le moins à lui enlever la riche province de Silésie. Il se contente de lui prendre ses possessions situées à l'ouest de l'Elbe, ainsi que les territoires polonais que la Prusse avait obtenus entre l'Oder et la Vistule, lors des partages du siècle précédent. Ces derniers formeront un nouvel Etat, le duché de Varsovie, sous le sceptre du roi de Saxe Frédéric Auguste, mais il ne semble pas qu'Alexandre se soit alarmé, à ce stade, de voir renaître un embryon de souveraineté polonaise.

Pourquoi une mansuétude aussi inhabituelle ? Si l'on met de côté les égarements de l'imagination, ou les entraînements de la sympathie, tout se réduit à un marché qui ressemble assez à un pari : pour prix de cette paix blanche, Alexandre adhèrera au blocus continental et déclarera la guerre à l'Angleterre si elle s'obstine à refuser tout compromis avec la France. Une date butoir est fixée pour cela, mais aucune limite de durée n'est envisagée pour la suite. Napoléon pense évidemment que l'alliance des deux géants continentaux aura tôt fait de mettre l'Angleterre à genoux. Et cette idée le transporte tellement qu'il en oublie sa méfiance habituelle. Créancier imprudent, il paie d'avance, et comptant, sans prendre aucune hypothèque pour garantir la dette, sans séquestrer aucun territoire, sans se réserver la moindre zone d'occupation.

A terme, le compte n'était donc pas bon, et il ne pouvait faire de bons amis. Lorsque Alexandre se révélera mauvais payeur, Napoléon, se sentant floué, se croira justifié à réclamer son dû par les armes. En toute justice, observe naïvement Maret dans une lettre de février 1812, il aurait fallu annuler le marché et replacer les choses en l'état antérieur, autrement dit remettre l'armée française sur le Niémen et rétablir les rapports de forces de juin 1807(5). C'était évidemment une vue de l'esprit. Pourtant, n'est-ce pas exactement ce que Napoléon entend réaliser en massant 400 000 hommes à la frontière russe en juin 1812 ? Stendhal résume cela très bien : « La guerre de 1812 était une conséquence naturelle du traité de Tilsit ; et Napoléon avait la justice de son côté. La Russie, qui avait promis d'exclure les marchandises anglaises, ne put pas remplir son engagement. Napoléon arma pour la punir de la violation d'un traité auquel elle devait son existence, que Napoléon aurait pu détruire à Tilsit. Désormais les souverains sauront qu'il ne faut jamais épargner un souverain vaincu » (6) .

L'empereur Alexandre et l'alliance

Il existe un débat sur la sincérité d'Alexandre en 1807. Entendait-il dès l'origine se soustraire à ses obligations, ou bien ne s'y est-il dérobé ensuite que contraint et forcé, lorsque le coût s'est avéré trop élevé ? La question n'est pas vraiment pertinente. En 1807, il n'avait pas

d'alternative : comment aurait-il pu refuser l'aubaine qui s'offrait soudain ? On pourrait toujours aviser ensuite aux conséquences. De toute façon, il serait plus facile de se soustraire à des promesses que de reconquérir une province perdue.

Dans l'immédiat, sincérité ou calcul, le tsar paraît vouloir jouer le jeu de l'alliance française. Le problème, c'est qu'il est presque seul de son avis, tandis que sa politique heurte de front l'aristocratie russe. Non seulement les intérêts économiques de cette dernière sont étroitement liés au commerce avec l'Angleterre, principal débouché pour ses matières premières et produits agricoles, mais ses préjugés idéologiques demeurent entiers à l'encontre du régime napoléonien, héritier de la Révolution. Enfin, elle est imprégnée d'un orgueil national qui la conduit à dénoncer la faiblesse du souverain. Les Russes, qui avaient pris l'habitude de vaincre sans cesse leurs ennemis au cours du 18^e siècle, se refusent à admettre la réalité de la défaite de 1807. Et ils ont beau jeu de faire valoir que leur territoire n'a pas été envahi. De ce point de vue, en s'arrêtant au Niémen, Napoléon a commis la même erreur que commettront les alliés de 1918 lorsqu'ils renonceront à pénétrer en Allemagne avant de conclure un armistice, autorisant ainsi tous les mensonges et les violences nationalistes de la période suivante.

Face aux critiques très virulentes de sa noblesse, Alexandre ne risquait-il pas d'être déposé, voire mis à mort, comme l'avaient été son père et son grand-père ? L'absolutisme russe était à bien des égards une oligarchie (7), et à tout le moins « une autocratie tempérée par l'assassinat » (8). La conduite de la mère d'Alexandre, l'impératrice douairière Maria Fiodorovna, qui prend alors la tête du parti anti-français, ne fait-elle pas songer à celle de la future Catherine II, ralliant un parti russe autour d'elle avant d'accomplir son coup d'Etat de 1762 ? Sa soeur Catherine, en dépit de leur affection, ne représentait-elle pas un autre danger potentiel pour Alexandre ? La tradition du gouvernement des femmes était bien établie en Russie, où l'on n'avait connu que des souveraines entre la mort de Pierre le Grand et l'avènement de Paul 1^{er} (de 1725 à 1796) et la piquante Iékatérina Pavlovna savait susciter les dévouements passionnés tout autant que sa grand-mère.

Conformément aux traités, Alexandre adhère cependant au blocus continental et déclare la guerre à l'Angleterre à la fin de l'année 1807 - pour une mise en oeuvre effective au printemps suivant. Il traite fort bien Caulaincourt, l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Mais le climat des relations franco-russes se dégrade dès l'année 1808. Par la faute de Napoléon, en grande partie. C'est qu'en effet, dans l'euphorie de Tilsit, il ne s'était pas borné à stipuler l'alliance anti-anglaise. Il avait parlé tout haut d'une sorte de partage du monde entre les deux empereurs. La Russie pouvait sans attendre enlever la Finlande à l'ennemi commun suédois. Du côté de l'empire ottoman, rien n'était clairement énoncé, mais tout semblait possible. Alexandre croit comprendre en tout cas qu'il pourra conserver la Valachie et la Moldavie, que ses troupes ont occupées au cours de la guerre. Mais rentré à Paris, Napoléon ne voit pas les choses ainsi. Il craint de laisser la Russie sans contrepoids, et réclame à tout le moins une compensation pour la France, la Silésie par exemple. Inacceptable pour le tsar. L'empereur élargit alors la perspective, parle d'un partage global de l'empire ottoman - mais il y

met un prix, l'organisation d'une expédition franco-russe en direction de l'Inde. Alexandre paraît tenté : c'est peut-être l'occasion d'installer enfin la Russie à Constantinople. On se promet de se rencontrer à nouveau pour préciser les choses, en Allemagne cette fois.

Le temps des doutes

Mais voilà que les affaires d'Espagne modifient la situation du tout au tout, à partir de mai 1808. Pour Napoléon, désormais occupé à l'ouest, la question ottomane passe au second plan. D'autre part, sa conduite à Bayonne, où il a détrôné sans façon les Bourbons, n'a pu que redoubler l'animosité du parti anti-français à Saint-Pétersbourg et ternir l'image de l'empereur en Europe. La défaite de Baylen et le soulèvement du peuple espagnol laissent espérer en outre quelques embarras prolongés, de nature à l'affaiblir. D'autant plus que l'Autriche y voit une occasion de se préparer à reprendre la lutte. Bref, le rapport des forces a sensiblement changé entre la France et la Russie lorsque s'ouvre l'entrevue d'Erfurt, en septembre 1808. Alexandre juge pourtant prématuré de changer de système, ainsi qu'il l'écrit à sa mère : « Il faut que la France puisse croire que son intérêt politique peut s'allier avec celui de la Russie : dès qu'elle n'aura plus cette croyance, elle ne verra plus dans la Russie qu'un ennemi, qu'elle cherchera à détruire ». Le tsar s'en remet donc pour l'heure à la Providence, dont les décrets modifieront forcément la donne, tôt ou tard (9).

Il n'empêche : la brillante suite des fêtes données à Erfurt ne peut cacher la réalité d'un âpre marchandage. Alexandre, excité dans l'ombre par Talleyrand, qui trahit désormais son souverain, réclame de Napoléon l'évacuation complète de la Prusse, mais refuse de menacer l'Autriche, comme le lui demande son partenaire afin de la dissuader de commencer une nouvelle guerre. Napoléon n'obtient finalement qu'une vague alliance défensive, pour laquelle il lui faut payer un prix élevé, en laissant la Russie libre d'annexer les provinces danubiennes. Encore Alexandre n'a-t-il consenti qu'afin d'éviter une guerre préventive de la France contre l'Autriche (10). L'empereur revint d'Erfurt assez mécontent de son allié, et l'année suivante allait confirmer tous ses doutes.

Dès la fin de décembre 1808, alors qu'il se trouvait dans le nord-ouest de l'Espagne, Napoléon avait dû interrompre sa campagne et rentrer précipitamment à Paris, à la nouvelle que l'Autriche s'apprêtait à passer à l'attaque. Trois mois plus tard, une nouvelle guerre commençait en effet. Loin d'essayer de l'empêcher, Alexandre avait rassuré Vienne en secret sur ses intentions réelles : il ne remplirait les obligations de l'alliance française que pour la forme, et resterait neutre en réalité (11). Du coup, l'Autriche, qui n'avait plus à se garder sur sa frontière avec la Russie, put se renforcer sur les fronts allemand, italien et varsovien. Lorsque la balance des armes penchera manifestement du côté français, l'armée russe de Golitsyne finira certes par s'ébranler, mais avant tout pour gêner les mouvements de l'armée de Poniatowski en direction de Cracovie. La haine multiséculaire entre Russes et Polonais ne facilitait pas, il est vrai, leur coopération (12). Désormais,

Napoléon ne nourrit plus d'illusions. Comme il le fait écrire par Champagny à Caulaincourt, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, « les dernières circonstances lui ont fait beaucoup perdre de la confiance que lui inspirait l'alliance de la Russie », dont le cabinet se montre de « mauvaise foi ». Quelque chose est désormais brisé. « Le coeur de l'Empereur est blessé ; il n'écrit pas à cause de cela à l'empereur Alexandre ; il ne peut pas lui témoigner une confiance qu'il n'éprouve plus. [...] Il n'apprécie plus l'alliance de la Russie » (13).

Comment admettre néanmoins ouvertement qu'il s'est trompé à Tilsit ? Peut-être espère-t-il encore ranimer l'alliance sur la base des intérêts communs. Ne vient-elle pas de permettre au tsar d'annexer la Finlande et les îles Aland aux dépens de la Suède ? Et puis, après tout, la Russie continue de respecter le blocus continental : n'est-ce pas l'essentiel ? Tout ne doit-il pas être subordonné à cet objectif suprême, la guerre contre l'Angleterre ? En tout cas, Napoléon se garde bien d'exprimer tout haut le ressentiment qu'il éprouve. Et s'il se refuse à associer les Russes à la négociation du traité de paix, il y fait insérer une clause territoriale en leur faveur : la cession d'un morceau de la Pologne autrichienne - ce sera le district galicien de Tarnopol (14). Lui, du moins, ne se sera pas mis dans son tort.

C'est dans le même esprit qu'il faut sans doute interpréter la négociation esquissée un peu plus tard après le divorce entre Napoléon et Joséphine. L'empereur, qui savait désormais à quoi s'en tenir sur les sentiments réels de son allié, a-t-il vraiment cru obtenir la main de la grande-duchesse Anna ? Son imagination aurait-elle un moment repris le dessus malgré l'évidence des réalités ? A-t-il vu dans une demande en mariage un dernier moyen d'éprouver Alexandre, de vérifier la droiture de ses intentions ? (15) Ou bien s'est-il cru obligé de faire cette démarche afin de ne pas donner prise au moindre reproche de celui qui était toujours en principe son allié ? Quoi qu'il en soit, on sait ce qu'il en advint. La partie russe fit traîner l'affaire à coup d'arguties qui cachaient mal sa mauvaise volonté, et Napoléon se décida en février 1810 pour l'archiduchesse que lui offrait Metternich. Mais le mariage autrichien signifiait aussi la fin de l'alliance franco-russe.

Le constat des désaccords : Pologne et blocus

L'empereur de Russie ne souhaitait pas donner sa jeune soeur au jacobin couronné, et l'opinion russe ne l'aurait sans doute pas compris. Mais il ne s'attendait pas à ce que l'empereur d'Autriche se substitue à lui aussi rapidement. La nouvelle du mariage de Napoléon et de Marie-Louise jette la consternation à Saint-Pétersbourg. On veut y voir l'annonce d'un renversement d'alliances, même si Napoléon proteste que rien n'est changé à son système diplomatique. Comme l'écrit Vandal, l'alliance en sortit moralement brisée. « C'est le point de partage des versants, la limite séparative de deux périodes » (16).

Désormais, chacun des deux acteurs pense que la guerre adviendra, et s'y résout. Il ne s'agit plus que de s'y préparer au mieux tout en gagnant du

temps et en affectant de continuer à vouloir la paix. Dès mars 1810, Champagny écrit à l'empereur que la force des choses ramènera fatalement la Russie dans l'orbite anglaise, et que la France devrait renouer avec ses alliances traditionnelles, Pologne et Turquie. Du côté russe, le nouveau ministre de la Guerre, Barclay de Tolly élabore au même moment un plan de défense des frontières de l'empire (17).

Le différend franco-russe se cristallise autour de deux pommes de discorde au cours de l'année 1810 : la question de la Pologne et l'application du blocus continental par la Russie. En créant le duché de Varsovie, en 1807, à partir des territoires polonais de la Prusse, Napoléon n'avait satisfait qu'en partie les espoirs que ses victoires avaient suscités parmi les Polonais. Dès lors, et sachant que les deux derniers partages de la Pologne ne dataient que de 1793 et 1795, soit moins de quinze années, on peut comprendre que les deux autres co-partageants, Russie et Autriche, aient eu quelques craintes pour la solidité de leur domination. Les Russes redoutaient déjà, en 1807, de voir les Polonais de Lituanie se soulever si la Grande armée passait le Niémen, comme ceux de Grande Pologne l'avaient fait en 1806 contre les Prussiens. Ces craintes se trouvèrent fortement ravivées en 1809, lorsque Napoléon, vainqueur de l'Autriche avec le concours de l'armée varsoviennne, agrandit le duché d'une partie de la Pologne autrichienne (18).

Dès lors, Alexandre n'a de cesse d'obtenir des garanties pour l'avenir, harcelant Caulaincourt pour que Napoléon s'engage formellement à ne jamais rétablir le royaume de Pologne et s'interdise même de prononcer le mot de Pologne. L'ambassadeur, imprudemment autorisé à négocier sur le sujet, accepte en janvier 1810 un projet de traité, dont l'article 1er stipule catégoriquement : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli ». Formulation évidemment maladroite, qui empiétait sur les droits de la Providence, et que Napoléon eut beau jeu de railler. Par ailleurs, une autre clause l'engageait de façon unilatérale à ne plus agrandir le duché, sans garantir en contrepartie son territoire actuel. L'empereur ne pouvait ratifier un tel texte sans se déconsidérer, et perdre tout crédit auprès des Polonais. Mais son refus ne fit qu'exaspérer les craintes de la Russie, d'autant plus que, par un hasard malheureux, il coïncida avec l'annonce du mariage autrichien. Au cours des mois suivants, on chercha de nouvelles formulations, mais la négociation finit par s'enliser (19).

La question de Pologne reste désormais au coeur de l'antagonisme qui ne cesse de grandir entre les deux puissances. C'est à son propos que Napoléon, excédé des récriminations du cabinet russe, prononce pour la première fois, en juillet 1810, le mot « guerre », lors d'une conversation assez vive avec l'ambassadeur d'Alexandre à Paris : « Que prétend la Russie par un tel langage ? Veut-elle la guerre ? Pourquoi ces soupçons injurieux ? La Russie veut-elle me préparer à sa défection ? Je serai en guerre avec elle le jour où elle fera la paix avec l'Angleterre » (20).

La lutte contre l'Angleterre est en effet le second enjeu, celui qui importe avant tout à Napoléon : pour obtenir le concours russe dans cette cause, Napoléon pense avoir payé un prix élevé en 1807, et il se sent trahi lorsqu'il s'avère que la Russie n'applique pas scrupuleusement le

blocus. Et cela quand ce dernier, renforcé par l'annexion de la Hollande en juin 1810, semble précisément porter ses fruits, les produits invendus s'accumulant dans les entrepôts anglais. Les douaniers français contrôlent en effet toutes les côtes de la mer du Nord, et même si la contrebande prospère à partir de l'île de Helgoland et de l'entrepôt suédois de Göteborg, elle ne suffit pas à écouler toute la marchandise en stock. Le trafic se reporte vers la Baltique, mais les Français tiennent Dantzig, et les Prussiens, étroitement surveillés, respectent leurs obligations à Königsberg et Pillau. La conduite de la Russie sera donc déterminante. Or, son économie souffre de plus en plus des effets du blocus : faute d'exportations, sa balance commerciale s'est effondrée, et le cours du rouble a baissé de moitié (de 2,9 à 1,5 franc selon Caulaincourt) (21). On peut comprendre dès lors qu'Alexandre, sans dénoncer les engagements pris, soit tenté de fermer les yeux lorsque des produits d'origine anglaise se présentent sous le couvert de pavillons neutres. Mais Napoléon voit là un double jeu qui l'exaspère. En octobre 1810, on lui signale une armada de 600 navires neutres se dirigeant vers les ports russes de la Baltique après avoir été repoussés partout ailleurs. L'empereur juge l'affaire suffisamment grave pour écrire lui-même à Alexandre à ce sujet : s'il « les séquestre et confisque leur chargement, le contrecoup qui frappera l'Angleterre sera terrible » (22). Mais le tsar se contentera de protester de sa bonne volonté.

La question du blocus s'envenime à la fin de l'année 1810 au point d'entraîner deux gestes réciproquement inamicaux. Dans son obsession de garantir l'étanchéité de la barrière douanière protégeant l'Europe des importations anglaises, Napoléon décide d'annexer à l'Empire toute la région de l'Allemagne bordant la mer du Nord, pour en former quatre « départements hanséatiques » (sénatus-consulte du 13 décembre 1810, applicable au 22 janvier 1811). Ces territoires étaient occupés depuis longtemps par les troupes françaises, mais ils avaient préservé une indépendance nominale qui pouvait entraver l'activité des douaniers. Outre les grands ports de Brême et Hambourg, cela concernait le duché d'Oldenburg, qui appartenait à une branche cadette de la maison impériale de Russie. Le tsar ne pouvait que prendre très mal cette mesure décidée sans consultation préalable, et il dénonça même une violation expresse de l'article 12 du traité de Tilsit(23) Napoléon pouvait certes faire valoir les droits supérieurs du Protecteur de la Confédération du Rhin, mais il eut beau offrir Erfurt en compensation, l'effet psychologique fut déplorable.

Dans le même temps (sans que cela constitue une riposte à l'annexion du duché, qu'il ne connaît pas encore), Alexandre publie soudain, le 31 décembre, un oukase taxant lourdement les importations des produits français en Russie, et ouvrant les ports russes à tous les navires neutres. C'était rompre avec l'application du blocus continental, qui avait été la principale justification de l'alliance de Tilsit, quand Napoléon croyait toucher au but : les faillites se multipliaient en effet en Angleterre, et des négociations officieuses s'engageaient avec Londres (24) . Alexandre justifie sa décision en invoquant le système des licences, institué par Napoléon quelques mois plus tôt. Celles-ci visaient à couper les racines de la contrebande sur les denrées coloniales et à augmenter les recettes douanières, mais elles constituaient une brèche dans le blocus : vu de Russie, la France

semblait s'affranchir des contraintes qu'elle imposait à ses alliés (25). Pour Napoléon, cet oukase retentit comme une déclaration de rupture et représente un casus belli. De son côté, Alexandre admet que la guerre est désormais quasiment inévitable, ainsi qu'il l'écrit à sa soeur Catherine au début de janvier (26).

Le compte à rebours

Les mois qui suivent sont perçus de part et d'autre comme un avant-guerre. Il ne s'agit plus que de se préparer au mieux, sur le terrain militaire comme sur le terrain diplomatique. La rupture n'est pourtant pas déclarée. Le contact est maintenu entre les souverains, qui continuent de s'écrire personnellement, en mars 1811 notamment. C'est en vérité un dialogue de sourds. Ils protestent tous deux de leur amour de la paix, mais ils se parlent « avec franchise », c'est-à-dire qu'ils ressassent leurs griefs, y compris désormais ceux qui ont trait aux armements du partenaire, tout en se justifiant des reproches de ce dernier. A Napoléon qui lui reproche d'avoir oublié les bénéfices qu'il a retirés de l'alliance, Alexandre rétorque que « la Russie a observé plus scrupuleusement le traité de Tilsit que la France ». Et la menace répond à la menace. Si la Russie s'arrange avec l'Angleterre, prévient Napoléon, ce sera « la même chose que d'allumer la guerre entre les deux empires ». Et Alexandre : « Si la guerre a lieu, c'est que Votre Majesté l'aura voulue, et ayant tout fait pour l'éviter, je saurai alors combattre et vendre chèrement mon existence » (27).

Les ambassades restent en place, mais le changement de quelques acteurs traduit la détérioration du climat. A Paris, Maret remplace Champagny, en avril 1811, au ministère des Affaires étrangères. L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, Caulaincourt, obtient son rappel en février 1811, et rentre à Paris au mois de mai, remplacé par Lauriston. Choyé par Alexandre, il était devenu « tout à fait russe » selon Napoléon, et souffrait personnellement de la détérioration inexorable des relations entre les deux pays. A Paris, le francophile Kourakine est toujours ambassadeur en titre, mais diminué par les brûlures subies lors de l'incendie de l'ambassade d'Autriche de juillet 1810, il est suppléé de fait par le jeune conseiller Nesselrode et par le colonel Tchernytchev, lesquels, sous couvert de leur statut diplomatique, font surtout du renseignement. Le premier transmet les informations fournies par Talleyrand, désormais appointé pour cela (28). Quant au colonel, il constitue un réseau d'espionnage très efficace au sein du ministère de la Guerre : Alexandre et ses généraux sauront tout, au jour le jour, des intentions et des dispositions de Napoléon (29). Ce dernier sera beaucoup moins bien informé sur son adversaire, en dépit des agents polonais qu'il entretient en Lituanie.

Reste à savoir désormais qui prendra l'initiative des hostilités. Il semble qu'Alexandre, poussé par certains de ses généraux, ait songé un moment à attaquer le premier, en faisant entrer ses troupes par surprise dans le duché de Varsovie. Il leur serait sans doute aisé d'en faire la

conquête, face à la petite armée polonaise et aux quelques troupes françaises stationnées dans le duché. Et cela procurerait à l'attaquant un avantage stratégique initial, ainsi que la disposition de ressources importantes, en fourrage notamment, tout en privant l'adversaire. Alexandre espérait même grossir son armée de nombreux Polonais, en leur faisant miroiter une reconstitution du royaume de Pologne sous son égide. Il renonça finalement à son projet lorsqu'il s'avéra que les Polonais du duché n'étaient nullement enclins à le suivre, et d'autre part que Napoléon, averti de concentrations de troupes russes à la frontière, avait déjà pris des dispositions pour contrecarrer leur offensive.

Le tsar revient donc à la posture défensive qu'il conservera désormais jusqu'au bout. Il sait par ses espions que Napoléon est décidé à la guerre, et qu'il la prépare avec méthode. Il sait que cela prendra un peu de temps encore, et que le printemps 1812 paraît une échéance plausible sinon certaine. Alexandre ne songe pas à se dérober à l'affrontement, et il le proclame haut et fort, mais il n'attaquera pas. La stratégie défensive lui semble présenter en effet plusieurs avantages. D'ordre psychologique d'abord, car il pourra se poser en victime d'une agression, tant devant l'opinion internationale qu'aux yeux du peuple russe. D'ordre militaire ensuite. Comme le lui répète son ministre Barclay, il semble évident que l'armée russe n'aura aucune chance de l'emporter en rase campagne au début de la guerre - même si l'on ignore encore l'importance des effectifs dont Napoléon disposera en 1812. Mais l'exemple de Wellington au Portugal a montré que la défensive, sur des lignes préparées, pouvait tenir en échec les attaques françaises. Et puis, on pouvait miser sur l'immensité de l'espace russe, attirer Napoléon très loin, comme autrefois Charles XII, le contraindre à étirer à l'infini ses lignes de communication. Alexandre ne fait d'ailleurs pas mystère de ses intentions : « Si le sort des armes m'était contraire, déclare-t-il à Caulaincourt, je me retirerais plutôt au Kamchatka que de céder des provinces et de signer dans ma capitale des traités qui ne sont que des trêves » (30).

Napoléon, lui, entend garder l'initiative, et il s'en donne les moyens. Pendant des mois, il organise des mouvements de troupes gigantesques à l'échelle du continent, avec la logistique sans précédent que cela suppose. Espère-t-il effrayer le tsar et le ramener in extremis dans le giron de l'alliance ? Est-il absolument décidé à la guerre ? Celle-ci devient-elle inévitable du fait même de la concentration des forces déjà réalisée ? A Sainte-Hélène, il parlera d'une sorte d'engrenage tragique : « Alexandre et moi, nous étions comme deux bravaches qui, sans avoir envie de se battre, cherchent à s'effrayer mutuellement. Volontiers, je n'eusse pas fait la guerre » (31). Napoléon semble hésiter parfois. A son retour de Saint-Pétersbourg, le 5 juin 1811, au cours d'une conversation de plus de cinq heures, Caulaincourt le met en garde de façon très pressante, et l'empereur paraît ébranlé (32). Mais il revient très vite à son projet guerrier, comme si la décision s'imposait à lui. Il entretient encore l'incertitude, mais ce n'est sans doute que par feinte. Et l'algarade réservée le 15 août à l'ambassadeur Kourakine ressemble à s'y méprendre à un ultimatum(33).

Napoléon marche donc vers son destin, sans s'interroger véritablement sur les risques de son entreprise. Il est sûr de son bon droit, et il ne

doute ni de son génie ni de la puissance de l'armée innombrable qu'il est en train de réunir. Il connaît certes le précédent de Charles XII, mais il ne s'en inquiète pas, car il n'envisage pas de s'enfoncer dans l'intérieur de la Russie. Il est persuadé que la victoire sera rapide, et qu'elle fera aussitôt plier l'adversaire, comme d'habitude. Napoléon sous-estime la détermination d'Alexandre, en dépit des avertissements de Caulaincourt et des déclarations répétées du tsar lui-même. Il ne mesure pas davantage la dimension de rivalité personnelle qui la sous-tend : Alexandre a une revanche à prendre sur Austerlitz et même sur Tilsit, et les années écoulées lui ont permis de la préparer méthodiquement, en renforçant considérablement l'armée russe (34).

Si la guerre tarde encore quelques mois, c'est qu'Alexandre est décidé à ne pas bouger, et que Napoléon doit terminer ses préparatifs et attendre la belle saison pour assurer les fourrages de son immense cavalerie. On annonce de nouveaux pourparlers au cours de l'hiver, mais nul n'y croit plus. L'arrivée d'un négociateur russe est sans cesse différée, puis annulée. Le temps qui reste est mis à profit, en réalité, pour préparer le conflit sur le terrain diplomatique. L'empereur des Français peut compter sur ses vassaux de la Confédération du Rhin, sur son allié danois, et plus encore sur les Polonais du duché, qui s'engagent avec enthousiasme dans une aventure dont ils attendent la résurrection de l'ancien royaume. Pour canaliser leur ardeur, il envoie à Varsovie l'archevêque de Pradt comme une sorte d'ambassadeur extraordinaire - un choix qui se révélera désastreux.

Napoléon aimerait entraîner également avec lui les deux puissances allemandes encore indépendantes, la Prusse et l'Autriche. Frédéric Guillaume, s'il pouvait écouter son cœur, se rangerait aux côtés du tsar, et des contacts sont pris en vue d'une coopération. Il ne veut pas risquer néanmoins une réédition de 1806. Or, la stratégie défensive d'Alexandre lui interdit d'envoyer d'avance des troupes sur le sol prussien. Il n'y a donc pas d'autre choix pour Berlin que d'accepter une alliance avec la France : conclue le 24 février 1812, elle met un contingent de 20 000 soldats prussiens à la disposition de Napoléon, tandis que le territoire du royaume servira de base arrière à la Grande armée (à l'exception de la Silésie). Ce traité provoque l'indignation de plusieurs dizaines d'officiers prussiens (dont Clausewitz) qui demandent leur congé pour passer au service de la Russie. Quant à l'Autriche, fidèle à la ligne de complaisance attentiste définie par Metternich en 1810, elle rejoint la coalition anti-russe trois semaines plus tard, et s'engage à fournir un corps autonome de 30 000 hommes. En contrepartie, elle obtiendra des compensations territoriales au moment de la paix, voire la restitution des provinces illyriennes (35). Ces deux alliés n'étaient pas des plus fiables néanmoins : l'un et l'autre avertissent secrètement le tsar qu'ils lui feront le moins de mal possible.

De son côté, la diplomatie russe ne restait pas inactive. Elle marque d'abord un point très important en s'alliant à Bernadotte, devenu prince royal de Suède en 1810. Napoléon aurait pu s'attendre au contraire à ce que la Suède se range à ses côtés, ne serait-ce que pour saisir l'occasion de reconquérir la Finlande perdue en 1809. Mais Bernadotte est depuis longtemps l'ennemi secret de Napoléon, et il comprend de surcroît qu'il aura besoin de l'Angleterre et de la Russie pour préserver son

trône. Les intérêts économiques de la Suède la portent d'ailleurs du côté de l'Angleterre. Le 26 avril, Charles Jean signe donc le traité d'Orebro, par lequel la Russie lui promet, en échange de sa neutralité puis de son alliance éventuelle, de l'aider à obtenir la Norvège danoise. Le tsar, qui n'a plus à craindre d'attaque suédoise sur Saint-Pétersbourg, peut dégarnir sa frontière du nord. Il marquera un second point le 22 mai, lorsque Koutouzov, commandant l'armée qui combat les Turcs depuis six ans, signe soudain la paix avec la Porte - au prix d'une renonciation aux provinces danubiennes, mais en conservant la Bessarabie (36). L'armée du sud, particulièrement aguerrie, devient également disponible pour combattre la Grande armée. Mais lorsque Napoléon apprendra cette nouvelle, il sera déjà sur le Niémen.

L'entrée en guerre

A la fin du printemps, la Grande armée se trouve réunie à la frontière de l'empire russe. Son chef la rejoint après un ultime séjour à Dresde. L'heure est désormais aux manifestes et aux ultimatums. Napoléon avait fait rédiger un dernier mémorandum par Maret le 25 avril 1812, tandis qu'Alexandre le somme, le 30 avril, d'évacuer la Prusse (28). Le tsar rejoint alors son armée à Vilna. C'est là que l'empereur lui envoie Narbonne pour d'ultimes conversations, qui n'aboutissent évidemment à rien. Plusieurs semaines se passent encore. Pourquoi cet ultime suspens ? Napoléon, désormais à pied d'oeuvre, escompte-t-il une capitulation sans combat d'Alexandre ? Espère-t-il une imprudente offensive russe, semblable à celles que Bennigsen avait déclenchées en 1807 ? Veut-il s'assurer que sa machine de guerre est parfaite ?

Le 22 juin, l'empereur publie enfin une proclamation à ses troupes pour leur annoncer que « la seconde guerre de Pologne est commencée ». Derrière la tonalité martiale et les formules lapidaires, on voit apparaître un thème nouveau, qui semble rompre avec toute la politique antérieure envers la Russie : « La paix que nous conclurons [...] mettra un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie a exercée depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe » (29). On peut prendre cette phrase comme une formule de propagande assortie au caractère européen de « l'armée des vingt nations ». Mais on peut aussi la prendre au sérieux : dans ce cas, il s'agirait d'une rupture complète avec le système de Tilsit et d'un nouveau revirement qui aurait fort bien convenu à Talleyrand comme à Metternich, voire à l'Angleterre à moyen terme. Était-ce vraiment le fond de la pensée de Napoléon ? S'est-il convaincu, comme il semble le suggérer parfois, qu'il fallait éliminer la menace russe tant qu'il en était temps, afin de garantir à son fils un règne paisible ? Caulaincourt se fait l'écho de propos de cet ordre (30) La guerre de 1812 prendrait alors une signification bien plus radicale que celle qu'on lui prête habituellement.

Qu'en serait-il advenu en cas de victoire française ? Napoléon aurait-il reconstitué la Pologne et renoué avec les fondamentaux de la politique française traditionnelle, qui misait sur la Suède, la Turquie et la

Pologne ? On ne le saura évidemment jamais. En tout cas la guerre qui commençait, loin de chasser la Russie d'Europe, allait produire le résultat exactement inverse, et cela pour plus d'un siècle.

[Retour page d'Accueil](#)

[Retour page de Section](#)

[Retour page de Rubrique](#)

[Imprimer](#)

[Ajouter à votre sélection](#)

Informations

Auteur :

KERAUTRET Michel

Revue :

Revue du Souvenir Napoléonien

Numéro :

491

Mois :

Avril-mai-juin

Année :

2012

Notes

(1) Pour une synthèse claire, Thierry Lentz, Nouvelle histoire du Premier Empire, tome 2, Paris, Fayard, 2004, p. 201-229.

(2) Charles Maurice de Talleyrand, Mémoires 1754-1815, édités par Jean-Paul Couchoud, Paris, Plon, 1982, p. 335. Cf. Michel Kerautret, « Le traité de Tilsit était-il voué à l'échec ? », Napoléon 1er n°50, 2009, p. 8-17.

(3) Lettres citées par Marie-Pierre Rey, Alexandre 1er, Paris, Flammarion, 2009, p. 238-239. Cf. Michel Kerautret, « La Russie et la France d'Austerlitz à Tilsit », in Musée de l'Armée, Austerlitz. Napoléon au coeur de l'Europe, Paris, Economica, 2007, p.223-259 [p. 256-257].

(4) Article 4 du traité de Tilsit. Michel Kerautret, Les grands traités de l'Empire (1804-1810), Paris, Nouveau Monde - Fondation Napoléon, 2004, p. 279.

(5) Lettre de Maret à Lauriston du 25 février 1812, citée par Albert Vandal, Napoléon et Alexandre 1er. L'alliance russe sous le Premier Empire, tome 3, Paris, 1896, p. 311.

(6) Stendhal, Vie de Napoléon, Lausanne, éditions Rencontre, 1961, p. 169.

(7) Dominic Lieven, Russia against Napoleon, New-York, Viking, 2009, p. 22-23.

(8) Édouard Bignon, Histoire de France depuis le 18-Brumaire jusqu'à la paix de Tilsit, Paris, 1830, tome 6, p. 432.

(9) Lettre d'Alexandre à Maria Fiodorovna, citée par Marie-Pierre Rey, op. cit., p.253. Cf. Dominic Lieven, op. cit., p.73-75.

(10) Dominic Lieven, op. cit., p. 75-76.

(11) Marie-Pierre Rey, op. cit., p. 261.

(12) Sur le double jeu du prince Golitsyne en Pologne, voir Albert Vandal, op. cit., tome 2, 1893, p. 101-111.

(13) Lettre de Champagny à Caulaincourt du 2 juin 1809. Citée par Albert Vandal, op. cit., tome 2, 1893, p.95.

(14) Article 3, 5° du traité du 14 octobre 1809. Michel Kerautret, Les grands traités de l'Empire (1804-1810), p. 450.

(15) Albert Vandal, op. cit., tome 2, p. 176.

(16) Albert Vandal, op. cit., tome 2, p. 289.

(17) Dominic Lieven, op. cit., p. 78 et p. 82.

(18) Article 3, 4° du traité de Vienne. Michel Kerautret, Les grands traités 1804-1810, op. cit., p. 449.

(19) Lettres de Napoléon à Champagny des 29 janvier, 6 février, 12 et 24 avril 1810 (Correspondance de Napoléon 1er publiée par ordre de l'empereur Napoléon III, tome 20, n° 16 177 à 16 180). Cf. Michel Kerautret, Les grands traités 1804-1810, op. cit. ,p. 459-466.

- (20) Lettre de Champagny à Caulaincourt, dictée par Napoléon le 1er juillet 1810. Correspondance de Napoléon 1er, tome 20, n°16 181.
- (21) Mémoires du général Caulaincourt, édités par Jean Hanoteau, Paris, Plon, 1933, tome 1, p. 282.
- (22) Lettre de Napoléon à Alexandre du 23 octobre 1810. Correspondance de Napoléon 1er, tome 21, n° 17 071.
- (23) Selon cet article, le duc d'Oldenburg devait être remis « dans la pleine et paisible possession de ses États ». Michel Kerautret, Les grands traités 1804-1810, op. cit., p. 282.
- (24) Roger Dufraisse, « Blocus continental », in Jean Tulard (dir.), Dictionnaire Napoléon, nouvelle édition, Paris, Fayard, 1999, tome 1, p. 231-251 [p.244-245].
- (25) Mémoires du général Caulaincourt, op. cit., tome 1, p. 282-283.
- (26) Evgeni Tarlé, La campagne de Russie, Paris, Gallimard, 1941, p. 16.
- (27) Lettres de Napoléon à Alexandre du 28 février et d'Alexandre à Napoléon du 25 mars. Michel Kerautret, Les grands traités de l'empire (1811-1815), Paris, Nouveau Monde / Fondation Napoléon, 2004, p. 16-23.
- (28) Emmanuel de Waresquiel, Talleyrand, le prince immobile, Paris, Fayard, 2003, p. 414.
- (29) Édouard Bignon, Histoire de France sous Napoléon, depuis la paix de Tilsit jusqu'en 1812, Paris, 1838, tome 10, p. 441- 444 ; Dominic Lieven, op. cit., p. 80-84.
- (30) Mémoires du général Caulaincourt, op. cit., tome 1, p. 293.
- (31) Emm. de Las Cases, Mémorial de Sainte-Hélène, éd. Dunan, Paris, 1951, tome 1, p. 540.
- (32) Mémoires du général Caulaincourt, op. cit., tome 1, p.281-298.
- (33) Albert Vandal, Napoléon et Alexandre 1er, op. cit, tome 3, p. 211-217.
- (34) Dominic Lieven, op. cit., p. 102-137.
- (35) Sur ces traités, Michel Kerautret, Les grands traités de l'empire (1811-1815), op. cit., p. 34-47 et p. 52-57.
- (36) Evgeni Tarlé, op. cit., p. 21-22.
- (37) Édouard Bignon, Histoire de France sous Napoléon, depuis la paix de Tilsit jusqu'en 1812, op. cit., tome 10, p. 463-471.
- (38) Pour le texte de la proclamation et la réponse d'Alexandre, Michel Kerautret, Les grands traités de l'empire (1811-1815), op. cit., p. 64-66.
- (39) « Le moment était opportun, plus tard il ne serait plus temps, il fallait frapper ce dernier coup pour conquérir la paix générale et des années de repos et de prospérité pour nous et nos enfants ». Mémoires du général Caulaincourt, op. cit., tome 1, p. 302.

Haut de page

Lettre d'info | Mon Napoleon.org | Plan d